



S
N
A
S
U
B

29 JANVIER : ON FAIT GREVE

La spéculation financière a mis le monde au bord du gouffre ; le Gouvernement a trouvé des milliards pour renflouer les banques mais poursuit sa politique de casse des services et de l'emploi publics ; la « récession » est payée par les salariés avec des milliers de licenciements, l'extension du chômage partiel, le blocage ou la réduction des salaires, la retraite repoussée à 70 ans, le travail imposé le dimanche...

Bien sûr, chacun sait que notre secteur n'est pas épargné ; depuis 2003, où que l'on travaille, les suppressions de postes se succèdent avec leurs corollaires : « restructurations » permanentes ; alourdissement des charges de travail ; rapports de plus en plus tendus au travail, etc...

Et de nouvelles mesures de régression sont annoncées pour notre Académie :

- **rentrée 2009 : 13 suppressions de postes administratifs**
- nouveau schéma de regroupement des agences comptables pour 2009 – 2012
- transfert au Recteur du pouvoir disciplinaire sur les attachés
- dessaisissement de la DPE du Rectorat de ses missions d'information sur le mouvement des enseignants
- mise en place d'un nouveau régime indemnitaire, la PFR, qui introduit le salaire trinôme, dès 2009 pour les attachés
- annonce par le Recteur d'une révision de la carte des EPLE, avec fermetures et fusions
- difficultés budgétaires accrues en 2009 pour nombre d'établissements du Supérieur

Toutes ces mesures mettent à mal l'organisation administrative, matérielle et financière de notre système éducatif qui se conjuguent avec les mesures portant atteinte à la qualité de l'enseignement (réduction massive de postes enseignants, réductions des heures de cours et des options, suppression des aides aux élèves en difficulté...). Il s'agit bien d'une politique cohérente de remise en cause du service public éducatif.

Le SNASUB - FSU la combat sans faiblesse. Il tend la main à tous les personnels, sans exclusive, pour agir car il est possible, par l'action collective et unie, d'imposer des reculs. Le récent mouvement des lycéens le prouve.

La section académique du SNASUB vous appelle à participer en grand nombre à la grève interprofessionnelle public – privé du 29 janvier et aux manifestations unitaires qui seront organisées.

NOUS, PERSONNELS ADMINISTRATIFS ET ITRF, AVONS TOUTE NOTRE PLACE
DANS LE COMBAT GENERAL DES SALAIRES

- POUR DEFENDRE NOTRE EMPLOI ET NOS STATUTS
 - POUR L'AUGMENTATION DE NOS SALAIRES
- POUR L'AMELIORATION DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL

Nancy, le 10 janvier 2009





Journée d'action interprofessionnelle du 29 janvier 2009 : pour la Fonction publique toutes et tous en grève et dans les manifestations

Nos organisations syndicales Fonction publique se retrouvent totalement dans la décision unitaire de faire du jeudi 29 janvier 2009, une journée d'action interprofessionnelle pour :

- ▶ défendre l'emploi privé et public ;
- ▶ lutter contre la précarité et les déréglementations économiques et sociales ;
- ▶ exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités ;
- ▶ défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale ;
- ▶ des services publics de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité.

Ensemble, avec nos collègues du privé, nous revendiquons une autre politique notamment en matière d'emploi, de rémunérations et de protection sociale.

Pour la Fonction publique, nous exigeons particulièrement :

- ⇒ L'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois et un moratoire immédiat sur celles contenues dans le budget 2009 ;
- ⇒ L'ouverture urgente de négociations salariales visant en particulier à augmenter significativement la valeur du point et à réévaluer l'ensemble de la grille indiciaire pour améliorer la carrière des agents ;
- ⇒ Le retrait de projets porteurs de lourds reculs pour la population et les personnels et qui se traduisent notamment par des délocalisations et des fermetures massives de services de proximité et l'aggravation des conditions de travail ;
- ⇒ Les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques en lieu et place de l'actuelle politique d'austérité imposée aux services de l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements hospitaliers.

Face à la Révision Générale des Politiques Publiques, nous rappelons notre détermination pour le développement de services publics de qualité dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins sociaux et de solidarité.

D'ores et déjà, nos organisations syndicales souhaitent que, partout (localement et dans les secteurs professionnels), des contacts unitaires aient lieu pour préparer la grève et les manifestations du 29 janvier.

Paris, le 18 décembre 2008